

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, du point de vue d'une situation à long terme, le député devrait savoir que la question de la compétence dans tout le domaine de la main-d'œuvre a été soulevée au cours des conférences sur la constitution. On l'a étudiée alors et on continuera de le faire. Entre-temps, je ne vois pas comment le gouvernement fédéral pourrait imposer une solution par la force. Je le répète, nous continuons de chercher un arrangement à l'amiable avec les autorités provinciales.

M. l'Orateur: Le député de Brandon-Souris.

M. Alexander: Une question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre. Il ne nous reste plus beaucoup de temps. La présidence accorde la parole au député de Brandon-Souris pour une question supplémentaire.

* * *

LA JEUNESSE

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LES EMPLOIS D'ÉTÉ DANS LES FERMES EXPÉRIMENTALES

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Agriculture. Peut-il nous dire si la réduction du nombre des emplois d'été dans les services des fermes expérimentales avait trait au programme Perspectives-Jeunesse?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je signale au député qu'on peut difficilement qualifier cette question de supplémentaire. Maintenant qu'elle est posée, le ministre pourrait y répondre brièvement et rapidement.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Je vais vérifier la chose, monsieur l'Orateur. Je ne crois pas qu'il y ait eu réduction dans les emplois d'été.

* * *

L'AGRICULTURE

LE COMMERCE INTERPROVINCIAL—LES ENTRETIENS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX AU SUJET DES LOIS ÉDICTÉES PAR L'ONTARIO ET LE QUÉBEC

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): J'ai une question pour le premier ministre. Les gouvernements de l'Ontario et du Québec ont-ils consulté le gouvernement fédéral afin de déterminer si les mesures tendant à restreindre les importations de produits agricoles adoptées par ces deux provinces pourraient être considérées comme *ultra vires* par le gouvernement fédéral et contestées devant les tribunaux?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je crains de n'avoir pas très bien saisi le sens de cette question. Je vais essayer d'y répondre en disant qu'elle a été soulevée au moins deux fois au cours des conférences fédérales-provinciales. Comme nous l'avons indiqué à la Chambre à la suite de ces conférences, on a, en général, approuvé la législation fédérale sur la commercialisation des produits de ferme considérant que ce serait la meilleure solution possible. Évidemment, certaines délégations provinciales ont parlé de renvoi devant les tribunaux

mais l'avis général semblait considérer cette législation comme judicieuse. Nous avons, à l'époque, laissé entendre à quel point nous regrettons que cette mesure ait été retardée pendant si longtemps par l'opposition.

* * *

LA NAVIGATION

ÉTUDE RELATIVE AU NETTOYAGE ET À L'AMÉNAGEMENT DES RIVES DU SAINT-LAURENT

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

L'honorable ministre peut-il dire s'il est exact que son ministère, en collaboration avec le ministère des Travaux publics, fait actuellement une étude quant au nettoyage et à l'aménagement des rives du fleuve Saint-Laurent entre Québec et Montréal?

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je crains de ne pouvoir répondre avec précision à cette question que je prends en préavis et à laquelle je répondrai dès que possible.

M. l'Orateur: Un député siégeant sur les premières banquettes demande à profiter des avantages d'un député de l'arrière-ban. La présidence donne la parole au député de Toronto-Lakeshore.

* * *

LE LOGEMENT

LA RÉNOVATION DE MAISONS À TORONTO

M. Kenneth Robinson (Toronto-Lakeshore): J'aimerais poser une question au ministre sans portefeuille chargé du logement. Étant donné que Montréal a demandé une aide financière au gouvernement fédéral pour rénover 100,000 logements au cours des dix prochaines années, le ministre envisagerait-il d'offrir les mêmes possibilités à Toronto?

L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, la question de la rénovation de logements à Montréal a fait l'objet de discussions il y a environ un mois entre les représentants du gouvernement québécois et de la ville de Montréal et certains de mes collaborateurs. Nous n'avons pris aucun engagement précis relatif à un programme de rénovation sauf celui de l'étudier parallèlement à d'autres programmes et problèmes urbains de Montréal. Quant à Toronto, nous lui avons accordé il y a quelques mois un prêt à faible taux d'intérêt destiné à la rénovation de logements. Nous demandons à la ville de Toronto de nous informer des modalités qu'elle voudrait suivre dans la mise en œuvre de ce programme. Je suis certain que les autorités savent que le problème est beaucoup plus compliqué qu'il ne semblait à première vue. Sans vouloir les critiquer, elles reconnaissent avec nous, je pense, que nous avons beaucoup à apprendre à ce sujet. Nous voulons donner suite à ce programme.